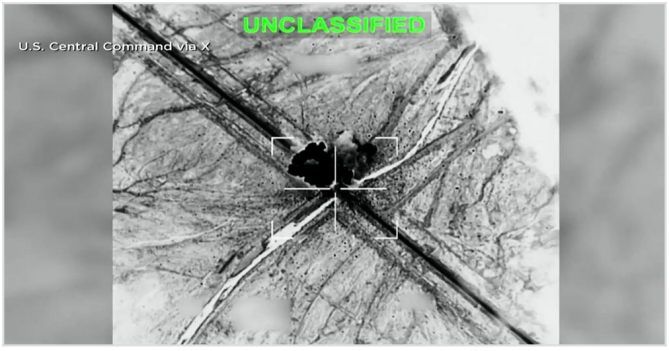
Reprise des bombardements contre l'Iran : l'impérialisme états-unien veut contraindre la République Islamique à capituler, au risque d'une extension de la guerre et d'une crise économique majeure.



Depuis le retour de Trump à la Maison blanche, nous analysons que celui-ci a ouvert une phase de reconfiguration majeure du Moyen-Orient. Si le régime iranien en est jusqu'alors l'un des freins, la question est maintenant de savoir s'il le restera.

La fragilité de l'accord cadre

Nous l'écrivions : l'accord cadre n'est pas un accord de paix ; c'est une période pendant laquelle la mise en œuvre des points évoqués est négociée. S'il s'agit d'un échec politique pour Trump du point de vue de son objectif initial d'une guerre rapidement victorieuse, la reprise de la guerre montre qu'il n'avait pas dit son dernier mot. Trump et sa clique sont des négociateurs qui ont une vision propre des *deals*. Pour eux, il ne s'agit pas de trouver des accords bilatéraux, dans lesquels les deux parties trouvent leurs intérêts. Au contraire, un bon accord est un accord dans lequel ils sortent gagnants, quitte à écraser et marginaliser l'adversaire. C'est la méthode Trump des affaires, en particulier dans les secteurs très concurrentiels de l'immobilier et de l'information états-unienne, appliquée à la politique. Il en dévoile les principaux aspects dans son autobiographie, *L'art du deal*, publiée dans les années 1990 *:* être maximaliste, taper fort et par tous les moyens, maintenir une pression continue pour contraindre l'adversaire à accepter même si c'est défavorable pour lui.

L'agression israélo-états-unienne, si elle a eu des résultats militaires significatifs, n'a pas réussi à renverser le régime iranien. C'est un échec dans la mesure où, en étendant sa réponse à la sphère régionale (en ciblant ses voisins) et internationale (avec le blocage du détroit d'Ormuz), l'Iran a su utiliser des outils pour freiner l'agression. Cependant, en décrétant à leur tour le blocage du détroit, les USA ont exercé un début d'asphyxie économique très importante contre l'Iran, empêchant notamment l'exportation des produits pétrochimiques indispensables pour faire entrer des devises dans le pays. L'Iran a été contraint d'accepter des négociations, poussé en cela par la Chine qui, bien que soutenant en partie les Iraniens, a un besoin vital d'assurer ses approvisionnements énergétiques. De façon générale, le prix payé par l'Iran est celui d'un isolement stratégique.

Trois points essentiels de l'accord-cadre sont au cœur des enjeux : la question du nucléaire iranien, la reconstruction du pays (c'est-à-dire son ouverture aux segments principaux du capitalisme étasunien) et le déblocage des sanctions. Or il est évident que les ambitions des deux parties sont opposées : l'Iran fait de la question nucléaire une question de souveraineté alors qu'Israël (et les États-Unis par extension) en font une question existentielle ; la reconstruction du pays, estimée à 300 milliards de dollars, ne pourra avoir lieu qu'à partir du moment où les investisseurs se considéreront suffisamment en sécurité dans le pays : ce n'est pas le cas aujourd'hui ; enfin, le déblocage des sanctions demeure un point de pression très important aux mains de l'administration états-unienne et leur contournement est vital pour les Gardiens de la Révolution.

« La guerre, continuation de la politique par d'autres moyens »

Plusieurs événements ont conduit à l'arrêt des négociations : des attaques iraniennes contre des tankers, des bombardements états-uniens ciblés avant une reprise des frappes à grande échelle (qui devrait s'intensifier prochainement si l'on en croit le redéploiement des forces armées états-uniennes en Europe – au Royaume-Uni principalement –, en Israël et dans le reste de la région). Depuis plus de dix jours, l'impérialisme états-unien vise, certes avec moins d'intensité que dans la première phase de la guerre, mais avec un flux continu, des installations militaires mais aussi et surtout des infrastructures civiles : centrale nucléaire, axes logistiques ferroviaires et routiers, industries du complexe pétrochimique. Ce sont des attaques très dures qui visent à affaiblir la capacité de production iranienne, alors que le pays est l'un des plus industrialisés de la région. Les Iraniens ont répondu en visant les intérêts états-uniens (bases militaires et radars de renseignements) au Koweït, à Bahreïn et en Jordanie, mais avec une certaine retenue : c'est le signe qu'ils n'ont pas intérêt à une escalade. L'Iran se garde par ailleurs de viser Israël, tenu pour l'instant à l'écart par Trump, qui en ferait un prétexte pour mener une nouvelle campagne dévastatrice.

La reprise des bombardements pendant les négociations, signature de la méthode Trump est l'application du vieil adage clausewitzien de la guerre comme « continuation de la politique par d'autres moyens ». Trump, qui applique la doctrine formaliste, se moque du régime en place en Iran : il préfère même voir un pouvoir autoritaire fort en Iran plutôt que l'établissement d'une démocratie libérale. Cependant, il a besoin d'un pouvoir conforme aux intérêts états-uniens qui sont, pour la région : le désengagement états-unien à terme, basé sur la sécurité d'Israël actée par l'extension des accords d'Abraham et la réduction de la menace iranienne ; le développement économique, facteur selon lui de pacification, en s'appuyant sur les pétromonarchies du Golfe et en particulier l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats arabes Unis ; l'extension du « modèle Dubaï », en transformant Gaza en Cité-État prospère après être devenue colonie des États-Unis et de ses alliés, et en accélérant la libéralisation de l'économie régionale avec l'ouverture de nouveaux marchés (en Syrie, en Irak et, à terme, en Iran). Pour Trump, cette politique doit passer si nécessaire par la force, et il est soutenu en

ce sens par le complexe militaro-industriel états-unien.

Le blocage du détroit d'Ormuz: une arme efficace, mais insuffisante

Le blocage du détroit d'Ormuz a été perçu comme une déflagration et comme un vecteur de puissance pour l'Iran. C'est la première fois de l'histoire que le détroit a été bloqué : même pendant la guerre Iran-Irak des années 80 et malgré « la guerre de tankers » durant laquelle des centaines de pétroliers ont été coulés, le détroit est resté ouvert. Si l'utilisation de cet « atout maître » a en effet permis aux Iraniens de rééquilibrer le rapport de force en leur faveur, il faut cependant considérer aussi les limites de son efficacité.

D'abord, son impact, avant d'être mondial, a été surtout localisé. Ce sont d'abord les pays les plus dépendants des navires passant par ce détroit (Inde, Vietnam, Laos, Bangladesh, Chine) qui en ont été les premières victimes – la Chine en particulier, qui importe 20 % de son pétrole depuis l'Iran. Dans un second temps, ce sont les pays les plus dépendant des produits pétrochimiques iraniens (engrais pour l'agriculture et produits de synthèses principiellement) qui en ont subi les conséquences : en Afrique particulièrement et au Moyen-Orient. Ailleurs, les impacts du blocage ont été limités, le principal étant une reprise de l'inflation, qui est restée cependant modérée. De plus, les assureurs, les banques et surtout les compagnies pétrolières en ont profité pour augmenter leurs marges et leurs profits. L'Europe, qui avait subi le choc gazier en 2022, a réussi à limiter l'impact du blocage après avoir diversifié ses approvisionnements et son mix énergétique tout en s'appuyant sur le premier producteur mondial : les États-Unis (en augmentant la dépendance à leur égard).

Si le blocage du détroit a révélé la capacité de déstabilisation de l'Iran, il a aussi mis en évidence l'urgence, pour les autres pays exportateurs de la région et pour les pays importateurs, de le contourner. Cela explique l'accélération du développement d'oléoducs et de gazoducs – avec des terminaux dans les Émirats arabes unis et à l'Ouest de l'Arabie Saoudite –, l'intensification de la prospection et l'exploitation accélérée des champs gaziers de Méditerranée orientale par Israël (champs du reste revendiqués par le Liban), bien que cela ne compense actuellement pas la fermeture du détroit d'Ormuz. Enfin, la Chine, même si elle a massivement investi dans l'électrification de sa production, demeure toujours à l'heure actuelle dépendante en termes d'approvisionnement énergétique : elle ne pourrait pas tolérer un nouveau blocage durable du détroit d'Ormuz.

En relançant la guerre, les États-Unis poursuivent bien leur politique de reconfiguration du Moyen-Orient. Si celle-ci prend du temps, il faut cependant relativiser : les États-Unis sont très loin d'avoir déployé toutes leurs capacités et la demande de rallonge budgétaire de la part du secrétaire de la guerre Pete Hegseth sera probablement accordée. De plus, il faut prendre en compte que la campagne contre l'Iran est réalisée dans des laps de temps relativement courts, avec presque pas

de pertes du côté états-unien (18 soldat.e.s sont mort.e.s depuis février 2026).

Malgré son échec dans la première phase de son offensive, il est possible que Trump poursuive sa guerre pour chercher à atteindre ses objectifs. Cependant, il y a un risque majeur que la situation lui échappe. Non seulement l'Iran continue de se défendre, mais la guerre pourrait s'étendre si les Houtiths s'y engagent réellement (bien qu'après avoir été très durement bombardés par l'armée américaine en 2025, ils ont plutôt intérêt à se tenir à distance, comme ils le font depuis juin 2025). Si l'impact de la première phase de la guerre sur l'économie mondiale et notamment la reprise de l'inflation ont été jusque là modérés, il est tout à fait possible que cette relance de la guerre et son extension aient des effets cette fois désastreux, d'autant que la bulle spéculative du private credit et de l'IA a pris des proportions délirantes qui pourraient la faire éclater, avec en ce cas des conséquences en chaîne catastrophiques pour toute l'économie mondiale. Les États-Unis et tous ceux qui les soutiennent plus ou moins, comme les pays européens, portent et porteront l'entière responsabilité de cette situation.

Nous l'avons dit et nous le répétons : nous sommes pour la défaite de l'impérialisme états-unien. Nous défendons le droit de l'Iran à se défendre en tant que pays dominé et agressé par l'impérialisme. Mais le régime contre-révolutionnaire de la République islamique, malgré sa capacité de résistance, est et restera incapable de mobiliser massivement la population qu'elle opprime depuis 47 ans. Notre soutien à la nation iranienne contre l'impérialisme n'est évidemment pas un soutien à son régime actuel qui, après avoir systématiquement combattu et massacré les secteurs progressistes de son propre peuple, a étendu son ingérence et ses soutiens à des organisations et des États réactionnaires, dictatoriaux et contre-révolutionnaires. En tant que révolutionnaires, nous soutenons les peuples dans leurs aspirations à la révolution ainsi que les mouvements et organisations politiques qui, tant bien que mal, continuent de revendiquer non seulement la fin des agressions impérialistes, mais aussi la justice sociale, l'égalité politique, le renversement des pouvoirs autoritaires.

Louison Beaubet, le 27 juillet 2026